

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA VILLE SUR LE RACISME ET LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUES : LA CAMPAGNE POUR LES 15 000 SIGNATURES EST LANCÉE

Pour diffusion immédiate

Montréal, le 1^{er} mai 2018 – La campagne pour recueillir 15 000 signatures est lancée aujourd’hui, dans le cadre de la Fête du Travail, pour demander à la Ville de Montréal de tenir une consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques.

La Ville de Montréal a publié un Avis aujourd’hui pour annoncer la pétition. Les organisateurs, le CRARR et M. Balarama Holness (l’instigateur de la pétition l’an dernier) s’appuient sur un règlement municipal pour lancer cette pétition demandant à la Ville de tenir une consultation publique pour élaborer une stratégie globale de lutte contre le racisme et la discrimination systémiques fondée sur des motifs tels que le genre, la religion, le handicap, la citoyenneté, l’âge, la condition sociale et l’orientation sexuelle. Le droit d’initier une pétition pour une consultation publique est également reconnu dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*.

Les organisateurs ont lancé, lors de la Journée Nelson Mandela (le 11 février) 2018, la Phase 1 avec 25 noms pour demander cette consultation. Le processus passe maintenant à la phase 2, où 15 000 signatures de résidents de la Ville de Montréal âgés de 15 ans et plus doivent être recueillies avant le 29 juillet 2018.

« C’est un véritable mouvement citoyen qui mobilisera les communautés et les groupes souvent exclus de Montréal, notamment les communautés racisées anglophones, les communautés africaines francophones, les communautés latino-américaines et même les jeunes Québécois et Québécoises qui voient la diversité raciale et ethnique comme une force majeure pour le développement de Montréal », a déclaré M. Holness.

Les organisateurs ont profité de la Fête du Travail pour souligner le thème principal de leur campagne contre le racisme et la discrimination – l’accès à l’emploi pour les minorités visibles, la protection des travailleurs migrants et immigrants, et la disparité raciale dans le chômage.

Outre la nécessité d’une politique d’obligation contractuelle dans les contrats municipaux (près de 1 milliard en 2017) pour étendre l’accès à l’égalité dans l’emploi au sein des entreprises privées, notamment celles des secteurs de l’infrastructure et financiers, on demande également une meilleure représentation des minorités racisées parmi les effectifs de la Ville centre et des arrondissements.

À cet égard, la faible représentation des minorités visibles dans NDG-Côte-des-neiges (17 % sur 635) fait l’objet de critiques, d’autant plus que aucun élu de l’arrondissement de 166,000 personnes ne reflète les 47 % de la population locale issus de ces minorités. Selon les données de janvier 2017, les minorités visibles ne forment que 12,4 % des 25 700 employé-e-s de la Ville de Montréal

Le taux disproportionnellement élevé de chômage chez certains groupes racisés (17,6 % pour les Moyens-orientaux; 15,2 % pour les Arabes; 13,7% pour les Noirs et 13,5 % pour les Asiatiques du sud d’après le Recensement de 2016) comparé au taux de chômage actuel de 7,3 % à Montréal, préoccupe plusieurs.

Pour les jeunes de 15 à 24, le taux de chômage est pire. Selon les données de 2016, le taux de chômage des jeunes de certains groupes), 25,2 % pour les Moyens-orientaux; 22,2 % pour les Arabes; 21,4 % pour les Noirs et 19,3 % pour les Asiatiques du sud), sont deux fois plus élevé que la moyenne à Montréal en 2018.

« Depuis des années, les jeunes Noirs dans Côte-des-neiges ne trouvent pas assez d’emplois d’été ou durant l’année qui correspondent à leurs compétences et domaines d’études », constate Mme Tiffany Callender, directrice générale de CDN Black Community Association. « Ils ne sont pas présents dans les postes d’emploi au sein des camps d’été, des organisations communautaires, les services publics du quartier et même dans les entreprises locales », a-t-elle ajouté.

« La consultation publique fera mieux connaître ces disparités raciales et leurs causes, et elle devra nous permettre d’arriver avec des mesures d’équité et d’inclusion ayant des résultats durables », a dit le directeur général du

CRARR, Fo Niemi. « Par exemple, il est temps de réclamer des programmes concrets pour les anglophones racisés qui ne sont pas reconnus ni dans les programmes actuels pour anglophones ni dans les programmes pour les minorités visibles à Montréal ».

« Les membres des communautés noires anglophones, asiatiques et sud-asiatiques à Côte-des-neiges et dans le reste de Montréal, vont se mobiliser aujourd'hui pour changer le statu quo, car ils ont été trop longtemps oubliés », d'ajouter Bashir Hussain, président du Conseil des communautés sud-asiatiques, qui déplore l'absence de ces personnes même au sein des comités de la Ville travaillant sur la diversité et les relations interculturelles.

Au cours de trois prochains, les organisateurs et bon nombre de partenaires communautaires et d'associations étudiantes vont parcourir les 19 arrondissements pour recueillir les signatures. On prévoit des visites aux églises, aux mosquées, aux temples, aux clubs sociaux et sportifs ainsi qu'aux cégeps pour rejoindre les signatures. Les organisateurs rencontreront des résidents du Quartier chinois et des HLMs à forte concentration ethnique dans plusieurs quartiers ainsi que des participants aux grandes manifestations ethnoculturelles telles la Carifête, pour obtenir les signatures.

« Notre campagne pour les 15 signatures, c'est aussi une campagne de Montréal en action contre la discrimination et l'exclusion », a ajouté M. Holness, soulignant ainsi le titre de la campagne. L'ancien joueur des Alouettes, aujourd'hui étudiant en droit à McGill, fera appel à ses collègues dans le monde des sports pour prêter mains fortes à la campagne afin de mieux rejoindre les jeunes.